

**SWIFOB 23, 10.2.2023, 9-17 h**  
**UniS, Schanzeneckstr. 1, Berne**

Conserver la biodiversité en temps de crise

Documents du congrès



Traductions allemand–français : Henri-Daniel Wibaut, Lausanne

# Programme

Animation: Peter Lehmann, 2030etc

<b>9h00</b>	Begrüssung · <b>Salutations</b>	Florian Altermatt, Universität Zürich und Eawag, Präsident Forum Biodiversität Schweiz, SCNAT  Daniela Pauli, Leiterin Forum Biodiversität Schweiz
<b>9h15</b>	<b>Krisen verstehen · Comprendre les crises</b>	
	<b>Aperçu de l'actualité politique</b>	Adèle Thorens Goumaz, Les Verts/VD, Conseillère aux États
	Krisen – Chancen für die Natur?	Matthias Bürgi, Leiter Forschungseinheit Landschaftsdynamik, WSL Birmensdorf
	<b>Que risquons-nous de perdre ? Et que pourrions-nous gagner ?</b>	Anne Larigauderie, Executive Secretary of IPBES
<b>11h10</b>	<b>Umgang mit Krisen in verschiedenen Sektoren · Gestion des crises dans différents secteurs</b>	
	Landwirtschaft und Ernährung · <b>Agriculture et alimentation</b>	Hannah von Ballmoos-Hofer, Leiterin Fachbereich Energie und Umwelt, Schweizer Bauernverband  Priska Baur, Agrarökonomin, Zürich  Diskussion mit den Referent:innen sowie Hans Braun, Landwirt, Lehenhof Rothrist; Mirjam Sacchelli, Migros Genossenschaftsbund; Dörte Bachmann, SV Schweiz AG
<b>12h30</b>	<b>Lunch · Repas</b>	
<b>13h30</b>	Energie · <b>Énergie</b>	Daniel Fischlin, CEO Kraftwerke Oberhasli AG  Herbert Bühl, Winzeler + Bühl, Schaffhausen  Nils Epprecht, Geschäftsleiter Schweizerische Energiestiftung  Diskussion mit den Referent:innen sowie Raymond Beutler, Amt für Gemeinden und Raumordnung des Kantons Bern
<b>15h20</b>	<b>Die Krise als Chance · La crise, une opportunité</b>	
	Narrative ändern!	Antonietta Di Giulio, Universität Basel
	<b>One Health : nouvelles approches pour faire face aux crises socio-écologiques</b>	Jakob Zinsstag, Swiss TPH
	Wie wir über Krisen reden und sie zu bewältigen versuchen	Thomas Häusler, Wissenschaftsjournalist
	Fazit und Ausblick · <b>Bilan et perspective</b>	Forum Biodiversität Schweiz
<b>17h00</b>	<b>Ende des Kongresses · Fin du congrès</b>	

## Aperçu de l'actualité politique

Adèle Thorens Goumaz, Les Verts/VD, Conseillère aux États

La présentation donne un état des lieux des débats politiques en cours en matière de tensions entre biodiversité et énergies renouvelables, ainsi que de leur contexte, et tente d'esquisser des pistes vers une meilleure conciliation.

*Philosophe et politologue de formation, Adèle Thorens Goumaz est conseillère aux États pour le canton de Vaud depuis 2019. Auparavant, elle a siégé pendant douze ans au Conseil national et co-présidé les Verts suisses entre 2012 et 2016. Au Parlement, ses dossiers de prédilection sont l'économie circulaire, la politique climatique, la transition énergétique, la politique agricole, la finance durable et la préservation de la biodiversité. Elle a notamment œuvré pour que l'élaboration de la Stratégie Biodiversité Suisse soit lancée. À titre professionnel, Adèle Thorens Goumaz enseigne l'éthique et les politiques publiques, et mène des activités de conseil et de gouvernance auprès de plusieurs organisations et entreprises.*

## Les crises, une opportunité pour la nature ?

Matthias Bürgi, WSL / GIUB

Les crises déséquilibrent et incitent à rechercher équilibre et orientation – dans le passé, par exemple. Cette présentation a pour but de servir de petit guide d'orientation et d'examiner si les crises du passé se sont éventuellement avérées propices à la nature. À cet égard, je me concentrerai, d'une part, sur la série d'inondations catastrophiques du milieu du XIXe siècle, qui générèrent la première législation forestière fédérale (loi sur la police des forêts de 1876) dans le cadre de la stratégie de gestion des catastrophes ; cette loi est souvent citée comme exemple précoce d'une législation sur l'environnement. Je m'intéresserai, d'autre part, à l'époque de la seconde guerre mondiale et du programme exceptionnel d'amendement 1941-1947, qui s'inscrivait dans le plan Wahlen.

Les deux crises ont en commun que des groupements bien organisés sont parvenus à se faire entendre au travers de solutions évidentes. Dans le premier cas, des forestiers ont dénoncé le lien entre les inondations dévastatrices et l'état, mauvais à leurs yeux, des forêts de montagne. Dans le second exemple, c'est le mouvement « colonisation intérieure » qui avait pour but une exploitation économique complète du sol suisse en tant qu'espace vivant et nourricier, moyennant notamment l'assèchement de zones humides. Déforestations, remembrements et drainages bénéficièrent par la suite d'un soutien financier accru de la Confédération.

L'exécution de la loi sur la police des forêts et la mise en œuvre du plan d'amendement ne furent pas sans conséquence pour la biodiversité, même si des exemples peuvent montrer que l'absence de mise en œuvre intégrale a donné naissance à des hauts lieux de biodiversité imprévus.

À partir de ces réflexions, je constate qu'en temps de crise, quiconque offre des solutions simples et évidentes saura se faire entendre. Dans les exemples indiqués, l'application généralisée de ces solutions a eu pour effet tendanciel de réduire la diversité des milieux et de contribuer au déclin de la biodiversité.

*Matthias Bürgi s'intéresse à l'évolution historique de l'agriculture et de la sylviculture ainsi qu'à son incidence sur le paysage et les milieux naturels. Il dirige l'unité de recherche Dynamique du paysage à l'institut fédéral de recherche pour la forêt, la neige et le paysage (WSL) et il est chargé d'enseignement en histoire du paysage à l'Institut géographique de l'Université de Berne.*

## Que risquons-nous de perdre ? Et que pourrions-nous gagner ?

Anne Larigauderie, Executive Secretary of IPBES

Le monde traverse des crises écologiques, sociales et économiques sans précédent, telles que le déclin de la diversité biologique, le changement climatique, la sécurité d'approvisionnement et les pandémies mondiales provoquées par les activités humaines. Bon nombre de ces crises sont corrélées ; ainsi, par exemple, la dégradation et la disparition des écosystèmes réduisent les puits de carbone et renforcent le changement climatique, et le déclin anthropogène de la diversité biologique influe sur l'apparition de nouvelles maladies. Le rapport mondial de l'IPBES (2019) a montré que la nature et les services qu'elle rend à l'être humain se dégradent à un rythme et dans une mesure sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Il est donc crucial de combattre les causes directes du déclin de la biodiversité, telles que les changements d'affectation du sol, la surexploitation, le changement climatique, la pollution de l'environnement et les espèces exogènes envahissantes, de même que les causes sous-jacentes ou les facteurs indirects. Parmi les principales mesures figurent la protection du sol et des océans, la transformation de l'agriculture, des pêcheries et des systèmes alimentaires, de même que l'intégration de la diversité biologique dans tous les secteurs de l'économie et les systèmes financiers.

La sauvegarde de la biodiversité en temps de crise implique que l'on s'intéresse aux synergies et aux conflits d'objectifs par rapport aux facteurs déterminants et aux autres secteurs. Comment intégrer la biodiversité dans la solution, afin d'atteindre les autres objectifs du développement durable tels que l'atténuation du changement climatique, la sécurité alimentaire ou la santé ? La protection, la restauration et la gestion durable de la diversité biologique peuvent par exemple fournir une contribution essentielle à la protection climatique et à l'adaptation au changement climatique, et les solutions naturelles ne manquent pas pour surmonter ces deux crises. Il importe également d'établir des ponts entre médecins, vétérinaires, sylviculteurs et protecteurs de la nature («One Health») et d'intégrer la biodiversité dans la politique de santé publique.

### **Bref survol de l'histoire des activités de l'IPBES**

L'IPBES fut créée en 2012 en tant qu'organe indépendant interétatique administré par l'UNEP ; elle compte actuellement 139 membres. Elle a pour mission d'élaborer des bases de savoir pour la classe politique, afin de promouvoir la sauvegarde et l'exploitation durable de la diversité biologique, le bien-être de l'être humain à terme et le développement durable. À la demande des gouvernements et d'autres groupes d'intérêts, l'IPBES fournit des rapports objectifs («Assessments») sur les acquis scientifiques relatifs à la diversité biologique, à la contribution qu'elle apporte à l'être humain et aux mesures potentielles. Dans le cadre du programme de travail de l'IPBES (2012-2020), il a notamment été décidé d'achever l'évaluation mondiale. Le programme actuel se consacre aux corrélations entre la biodiversité, l'eau, la nourriture, la santé, l'énergie et le changement climatique (Nexus-Assessment, jusqu'en 2024), à la transition transformative (jusqu'en 2024) ainsi qu'à l'économie et la biodiversité (jusqu'en 2025).

Anne Larigauderie est la secrétaire exécutive fondatrice de l'IPBES, la plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques, créée par les gouvernements en 2012. Elle a étudié dans les villes de Tours, Toulouse et Montpellier (F) et a obtenu son doctorat en écologie végétale à l'Université des Sciences et Techniques du Languedoc et au Centre d'Ecologie Fonctionnelle et Evolutive de Montpellier. En tant que chercheuse scientifique, elle travailla ensuite sur l'impact du changement climatique sur la physiologie et l'écologie des plantes dans divers écosystèmes sur plusieurs continents à l'UC Davis, à l'Université d'État de San Diego, à l'Université Duke et à l'Institut de botanique de l'Université de Bâle. Anne Larigauderie est l'ancienne directrice exécutive de DIVERSITAS, le programme international dédié à la science de la biodiversité. En 2010, elle a été nommée «Chevalier dans l'Ordre national de la Légion d'Honneur» et en 2021, «Officier dans l'Ordre national de la Légion d'Honneur», par le ministre français de l'éducation et de la recherche.

## Les crises actuelles et leur gestion dans le secteur agroalimentaire

Hannah von Ballmoos-Hofer, Union suisse des paysans (USP)

L'agriculture a pour mandat d'assurer l'approvisionnement de la population tout en respectant les ressources naturelles et en entretenant le paysage cultivé. La crise sanitaire mais aussi la guerre en Ukraine nous ont montré clairement que la sécurité d'approvisionnement ne pouvait être considérée comme acquise. Cependant, l'agriculture trouve aussi son intérêt dans l'utilisation durable des ressources naturelles, afin de pouvoir aussi remplir sa mission à l'avenir. Les attentes vis-à-vis de l'agriculture doivent être conciliées avec un comportement de consommation cohérent. En effet, seules des consignes quantitatives mènent, dans un pays à forte pression surfacique, à un durcissement des conflits d'objectifs. L'agriculture s'efforce de promouvoir encore plus durablement la biodiversité non seulement par le biais de surfaces de promotion de la biodiversité, mais aussi moyennant des systèmes de production et des programmes de labellisation. Grâce à ses objectifs de réduction des produits phytosanitaires, l'agriculture est en passe de produire de manière plus efficiente. Il faut toutefois du temps. Comment les agriculteurs perçoivent-ils les consignes ? Comment peut-on exploiter des synergies avec la production alimentaire ? Pourquoi les mesures de promotion de la qualité doivent-elles s'harmoniser avec le comportement de consommation et le partage des responsabilités ?

*Hannah von Ballmoos-Hofer dirige le secteur Energie et environnement à l'Union suisse des paysans. Elle a étudié la géographie et les sciences économiques à l'Université de Berne. Elle gère une exploitation agricole à proximité de Berne avec la famille de son mari.*

## L'art de bien manger et la biodiversité

Priska Baur, agroéconomiste

Nos habitudes alimentaires actuelles pèsent sur l'environnement, mettent en danger notre santé et nos ressources naturelles, en Suisse et dans les pays d'origine des aliments et du fourrage importés. La production et la consommation animales sont particulièrement préjudiciables. Au cours des 20 dernières années, la consommation de viande a nettement augmenté en Suisse suite à l'engraissement des poulets ; en 2021, pour la première fois, on y a produit davantage de poulet que de viande de bœuf. L'accroissement de la production profite moins aux paysans qu'aux sous-traitants, à l'industrie de transformation et au commerce.

Un regain de biodiversité nécessite : 1) des habitudes alimentaires flexitariennes, une cuisine savoureuse, variée, créative et plus végétale ; 2) une production alimentaire moderne et adaptée au milieu, moyennant moins d'animaux, une agriculture de précision et une multitude d'aliments végétaux et de méthodes de production ; 3) la prise de conscience que la biodiversité ne va pas à l'encontre de la production alimentaire, mais qu'elle en est un produit essentiel. Cette responsabilité incombe également à des entreprises puissantes telles que Coop, Migros et Fenaco.

Beaucoup d'obstacles empêchent le développement d'un savoir-manger combiné avec davantage de biodiversité. En font partie les mauvaises incitations politiques et une répartition asymétrique des pouvoirs : les intérêts sont bien organisés et cofinancés par l'État au niveau de la production ; les intérêts des consommateurs et de la population dans son ensemble sont mal organisés et financés. Le terme de « degré d'autosuffisance » induit en erreur. Il est utilisé pour justifier une forte production intérieure, mais ne dit pas grand-chose en ce qui concerne la sécurité d'approvisionnement. De même, l'opinion répandue selon laquelle le commerce est mauvais et la production intérieure est bonne fait obstacle à un art de bien manger soucieux de la biodiversité.

Pour surmonter ces obstacles, plusieurs suggestions sont proposées : majeures si elles portent sur les mécanismes politiques et juridiques ; mineures si elles peuvent être directement mises en œuvre.

*Agroéconomiste, Priska Baur a étudié l'agronomie à l'EPF Zurich et soutenu une thèse de doctorat sur la mutation structurelle de l'agriculture suisse. Pendant de nombreuses années, elle a fait de la recherche et publié des articles sur les possibilités d'améliorer la politique agricole afin de promouvoir une agriculture écologiquement et économiquement durable. Depuis quelque temps, elle s'intéresse davantage à la consommation alimentaire et à la manière de la rendre plus soucieuse de l'environnement et des animaux (cf. projet de recherche NOVANIMAL Innovations for a future-oriented consumption and animal production, soutenu par le Fonds national suisse ; <https://novanimal.ch/>). Elle est consultante scientifique auprès de l'organisation Sentience Politics, qui s'engage pour défendre les intérêts des animaux.*

*Priska Baur a d'abord travaillé dans la recherche universitaire (EPF Zurich, Institut fédéral de recherche pour la forêt, la neige et le paysage (WSL), Université des sciences appliquées de Zurich – ZHAW) ; mais aussi pour des employeurs privés, tels que le groupe de réflexion Avenir Suisse et la société de conseils Agrofutura AG. Elle a fait de la recherche dans le cadre de programmes nationaux de recherche, pour la Confédération ainsi que des organisations privées telles que l'association Economiesuisse et Greenpeace Suisse. Elle a aussi travaillé dans l'agriculture, notamment comme fromagère pendant plusieurs étés dans l'économie alpestre. Elle est indépendante depuis avril 2021.*

## Autres participants à la table ronde « Agriculture et alimentation »

**Hans Braun** est agriculteur bio et dirige avec sa famille le Lehenhof à Rothrist AG avec une surface d'environ 50 ha dans la troisième génération (<https://lehenhof.ch/>). Il s'est converti à l'agriculture biologique en 1997. C'est une exploitation mixte : on y produit du lait, de la viande, du blé, de l'épeautre et des pommes de terre. Cheptel : 40-60 vaches et 4 taureaux d'élevage de la race Swiss Fleckvieh. Près d'un quart de la surface totale est constitué de surfaces écologiques, dont des haies, des jachères florales et des prairies irriguées. En collaboration avec Aldi Suisse, la famille Braun a lancé le label «Retour aux sources» (<https://retourauxsources.aldi-suisse.ch>), qui va parfois plus loin que le Bourgeon de Bio Suisse. Une grande importance est ainsi accordée à la transparence : la durabilité des «fermes retour aux sources» fait l'objet d'un contrôle scientifique annuel et les résultats sont entièrement consultables en ligne pour le produit.

**Dörte Bachmann** est responsable de la durabilité au sein du SV Group. Après avoir soutenu sa thèse de doctorat en biologie à l'EPF Zurich, elle a acquis de l'expérience dans l'écobilan en tant que postdoctorante. Depuis 2016, elle est responsable de la mise en œuvre et du développement de plusieurs projets de durabilité auprès du SV Group. Cela implique une étroite collaboration avec d'autres services tels que les achats, la gestion des produits, le marketing et la gestion opérationnelle. Elle est également responsable de la sensibilisation des clients et des donneurs d'ordre au thème de la durabilité. Elle échange régulièrement avec des partenaires tels que le WWF Suisse et la Protection suisse des animaux (PSA).

**Mirjam Sacchelli** est spécialiste en développement durable à la Fédération des coopératives Migros de Zurich. Après une formation professionnelle d'horticultrice de plantes vivaces et de petits arbustes à l'École suisse d'horticulture de Niederlenz, elle a obtenu un diplôme d'ingénieur HES en horticulture à la Haute école spécialisée de Wädenswil. Elle a ensuite travaillé comme collaboratrice scientifique à l'Agroscope Changins-Wädenswil dans le domaine de la protection des plantes en arboriculture et en viticulture. Depuis 2008, Mirjam Sacchelli travaille chez Migros, où elle a débuté comme Category Field Manager pour les fleurs et les plantes. En 2011, elle est passée au développement durable, un domaine qui a connu une forte croissance au cours des dix dernières années.

## Les crises actuelles et leur gestion dans le secteur énergétique

Daniel Fischlin, Centrales d'Oberhasli (AG) (KWO)

Les vallées de l'Oberhasli ont transformé le paysage de montagne originel en paysage rural après des siècles de travail. Ce paysage, riche en diversité d'espèces, ne peut toutefois être sauvegardé que par son exploitation. Par suite de l'émigration et en raison de la faible rentabilité, les surfaces disparaissent sous l'effet d'un embroussaillage et d'un abandon croissants.

L'exploitation a évolué avec la construction des centrales d'Oberhasli. Les lacs de retenue ont réduit les alpages et, en l'absence de bétail, la flore a changé et des zones protégées ont été aménagées. Aujourd'hui, près de la moitié de la zone des centrales est sous protection.

La hausse croissante des températures liée au changement climatique se fait sentir au niveau du paysage et de la végétation: fonte des glaciers, évolution de la flore, accroissement des marges proglaciaires, multiplication des coulées de boue et des chutes de pierres.

La mise en œuvre de la stratégie énergétique impose la construction d'accumulateurs saisonniers, en raison de l'absence de production contrôlable et de la diminution des possibilités d'importation.

Le débat est en cours à propos de la protection et de son utilité. Un aspect est occulté dans ce débat : la disparition d'une végétation digne de protection à certaines altitudes par suite de la hausse des températures. De plus, les zones protégées existantes subissent la pression croissante des activités de loisir, surtout parce que les pouvoirs publics disposent de ressources insuffisantes pour la surveillance de ces zones.

Au vu de la situation, l'introduction de nouvelles zones protégées n'a aucun sens. En particulier parce que les communes de l'Oberhasli se verraient davantage limitées dans leur développement.

Pour améliorer la situation de la nature, il faudrait, d'une part, mettre en place une surveillance des zones protégées et, d'autre part, assurer l'entretien des prairies sèches existantes et promouvoir d'autres surfaces. À cet égard, les centrales pourraient être un partenaire important en raison de leur expérience en matière de prairies sèches et de surveillance.

*Daniel Fischlin est ingénieur en mécanique et en économie ; il travaille depuis la fin de ses études dans le secteur énergétique. Il a d'abord été chargé de la mise en service de centrales thermiques pour ABB avant de travailler chez Alstom à l'échelle mondiale. Depuis 2001, il a travaillé en Suisse pour Pöyry, BKW, SBB et les centrales d'Oberhasli en tant que chef de projet. Il est CEO de KWO AG depuis le 1<sup>er</sup> avril 2016.*

## **Les défis des installations photovoltaïques en terrain découvert**

*Herbert Bühl, Winzeler + Bühl*

L'article 71a introduit dans la LEnE le 30 septembre 2022 entend promouvoir rapidement l'augmentation des capacités de production d'énergie solaire par des installations en terrain découvert en Suisse. À cet effet, des investissements substantiels sont annoncés, des procédures juridiques éprouvées liées à l'aménagement du territoire sont invalidées et le niveau de protection de la LPN est abaissé. De fait, la suppression de l'obligation de planification retire aux cantons la planification locale de grandes installations photovoltaïques.

Les biotopes d'importance nationale (d'après l'art. 18a de la LPN) et les paysages marécageux (d'après l'art. 23b de la LPN) ont été désignés comme zones exclues pour les grandes installations photovoltaïques dans l'art. 71a al. 2 de la LEnE, de même que les réserves d'oiseaux aquatiques et migrateurs (selon l'art. 11 de la LChP). En revanche, le niveau de protection des inventaires selon l'art. 5 de la LPN est abaissé. L'exposé présentera les répercussions de cette révision sur la forêt, sur les objets d'inventaire selon l'art. 5 de la LPN, sur les parcs d'importance nationale selon l'art. 23e de la LPN et sur le patrimoine mondial de l'UNESCO.

Pour avoir droit aux subventions et répondre à l'intérêt national selon l'art. 71a de la LEnE, les installations photovoltaïques devront être prioritairement planifiées dans les régions de montagne. Pour diverses raisons, le rendement y est nettement supérieur à celui des installations du Plateau. Une évaluation des sites basée sur des critères montre que de nombreuses surfaces potentielles se situent dans les parcs d'importance nationale, le patrimoine mondial de l'UNESCO et les objets inscrits à l'IFP. Quelques vastes surfaces potentielles se situent dans les domaines skiables, qui offrent un rendement potentiel supérieur à 1 TWh/an. Les domaines skiables doivent être préconisés pour la construction de grandes installations aussi bien pour des raisons écologiques que d'un point de vue économique. Premièrement, il s'agit de zones déjà sollicitées et, deuxièmement, les remontées mécaniques ont le plus besoin de courant quand le soleil brille et que de nombreux skieurs doivent être transportés. La production et la consommation sont ici liées.

Les surfaces techniquement appropriées englobent également les zones d'estivage jusque-là peu touchées. Les parois des modules entraîneront un assombrissement du sol en raison de l'orientation au sud requise et des modifications des conditions écologiques du site sont probables. L'objectif de production fixé par la loi (au total 2 TWh/an) suppose une surface totale d'installations de plus de 20 km<sup>2</sup> et générera une nuisance sans précédent dans les paysages ruraux alpestres et proches de la nature.

*Diplômé en sciences naturelles, Herbert Bühl, a étudié les sciences de la Terre à l'EPF Zurich et obtenu le diplôme de professeur de géographie à l'Université de Zurich. Il s'est ensuite perfectionné en développement d'organisations et a suivi, de 2012 à 2014, la formation CAS en médiation dans l'économie, l'environnement et l'administration à la Haute école d'économie de la FHNW. De 1989 à 1999, il a été membre de la direction de la société Oekogeo AG, à Schaffhouse. Il a ensuite siégé au Grand Conseil du canton de Schaffhouse. Il a dirigé le Naturama d'Argovie de 2007 à 2011. En 2011, il a créé le bureau d'aménagement du territoire et de conseils Winzeler + Bühl avec Konradin Winzeler. Herbert Bühl est membre du « Beirat Entsorgung ». Cette instance conseille l'OFEV dans la réalisation du plan sectoriel « Dépôts en couches géologiques profondes » pour la décontamination des déchets radioactifs. De 2005 à 2017, Herbert Bühl a présidé la Commission fédérale pour la protection de la nature et du paysage. Il possède une longue expérience dans le traitement des questions environnementales et dans l'évaluation d'interventions dans le paysage.*

## **Qu'en est-il des solutions tenant compte de la biodiversité et de l'environnement dans l'extension des énergies renouvelables ?**

Nils Epprecht, Fondation suisse de l'énergie (SES)

La réponse semble simple à première vue : les installations photovoltaïques intégrées dans l'infrastructure constituent le mode de production d'électricité de loin le plus soucieux de l'environnement. La courte fenêtre d'opportunité permettant d'empêcher un réchauffement de la planète de plus de 1,5°C exige toutefois une nette accélération de leur extension. Même une norme solaire pour les bâtiments et les infrastructures ainsi qu'un accroissement des assainissements de toitures ne permettraient pas de réaliser les capacités requises dans les délais requis pour la décarbonisation. Il serait donc opportun de recourir (en tout cas temporairement) dans une mesure limitée aux espaces dégagés, où le potentiel de conflit avec la biodiversité est naturellement plus grand. Dans ce domaine, la recherche et les professionnels affichent à vrai dire des progrès dans l'établissement de normes et de critères grâce auxquels la biodiversité pourrait même progresser sur les sites concernés. Une situation de gagnant-gagnant ? Dans une perspective statique, peut-être. Sur le long terme, cependant, on constatera très vite que la sauvegarde durable de la biodiversité requiert aussi des zones potentielles dont la forme et le développement ne peuvent s'esquisser sur la base de la conception aujourd'hui prédominante. Par rapport aux exigences concrètes adressées à la classe politique, cela signifie qu'il faut non seulement des consignes claires pour une production d'énergie proche de la nature et des compensations pour les préjudices inévitables, mais aussi de vastes zones protégées interconnectées, se caractérisant par un grand potentiel de transformation. En font partie des zones alpines intéressantes pour la production d'énergie renouvelable (y compris photovoltaïque). Un équilibre des intérêts à l'échelle nationale entre protection et bénéfice et des objectifs ambitieux semble indispensable pour relever les deux défis du siècle que sont le réchauffement de la planète et le déclin de la biodiversité.

*Nils Epprecht est directeur de la Fondation suisse de l'énergie, spécialiste diplômé des sciences naturelles et environnementales ainsi que de l'aménagement du territoire.*

## Autres participants à la table ronde « Énergie »

**Raymond Beutler** est responsable du projet Paysage dans la planification cantonale de l'Office des communes et de l'aménagement du territoire du canton de Berne. Il a étudié la géographie à l'Université de Berne et obtenu un diplôme en hydrologie alpine. Ses activités professionnelles englobent des emplois dans des bureaux d'études, dans divers services publics du canton de Berne ainsi qu'à l'Office fédéral du développement territoriale (ARE). Raymond Beutler a la responsabilité technique du secteur Paysage auprès du CDPNP. Il s'intéresse tout particulièrement aux paysages et aux cours d'eau (projets de livre sur les IFP et les paysages fluviaux).

## Repenser le narratif

Antonietta Di Giulio, Université de Bâle

Les narrations sont des schémas de pensée, d'explication et d'interprétation. Elles permettent aux humains de concevoir et de recréer le monde. Cela s'applique aussi bien aux individus qu'aux protagonistes institutionnels, organisationnels et étatiques.

Les narrations ne sont pas des histoires fictives riches en événements et personnages inventés ; elles ne sont pas non plus un instrument de communication et de marketing utilisant la forme d'un récit pour diffuser un message. Les récits sont des représentations de la manière dont les choses considérées comme données et importantes (et catégorisées comme des faits pertinents) sont corrélées. Dans un récit, des événements importants sont placés dans un contexte cohérent. Les récits ne sont pas seulement révélateurs car ils définissent les questions posées, ils sont aussi proactifs car ils justifient des actions et ils sont aussi politiques car ils fixent le cadre de ce qui sera envisagé comme solution.

L'exposé portera sur des récits sociétaux, c'est-à-dire partagés par de nombreuses personnes au sein d'une société. D'un point de vue systémique, les récits sociétaux appartiennent aux « deep leverage points » (Meadows 1999) ; autrement dit, ils influent sur tous les niveaux d'un système, depuis les objectifs et les valeurs jusqu'aux normes et aux limites. Ils peuvent évoluer, gagner ou perdre en puissance. Dans une société démocratique, il y a toujours plusieurs récits, et certains sont plus efficaces que d'autres.

Les récits sociétaux efficaces gravitent rarement autour de thèmes environnementaux. Pour renforcer la biodiversité en tant que thème dans la société, il est opportun de se demander pour quelle raison les thèmes environnementaux ne déploient pas l'impact de récits sociétaux efficaces, quels récits sont utilisés dans la communication à propos de l'environnement et quel enseignement il est possible de tirer de la recherche narrative dans l'optique du framing et de la communication de ce thème.

L'exposé se fondera sur l'analyse bibliographique menée dans le cadre du projet « Importance des récits pour l'environnement et le développement durable », soutenu par l'OFEV (Di Giulio A., Defila R. (2022) : Die Bedeutung von Narrativen für Umwelt und Nachhaltigkeit. Bâle, Université de Bâle. doi: 10.5451/unibas-ep88066).

*Antonietta Di Giulio dirige le groupe de recherche Inter/transdisciplinarité et elle est Senior Researcher à l'Université de Bâle. Elle participe au programme Mensch Gesellschaft Umwelt (MGU), département Sciences de l'environnement (DUW), et aux activités du groupe de recherche Social Transitions Research Group (STR), département Sciences sociales (DGW). Préalablement, elle était Senior Researcher et enseignante au Centre de coordination interfacultés en écologie générale (IKAÖ) de l'Université de Berne. Antonietta Di Giulio a étudié la philosophie. Elle fait de la recherche et enseigne au sujet de questions liées à l'interdisciplinarité et à la transdisciplinarité ainsi qu'à la durabilité dans la consommation.*

## One Health : nouvelles approches pour faire face aux crises socio-écologiques

Jakob Zinsstag, Swiss TPH

Nous traversons actuellement plusieurs crises simultanées: le réchauffement continu du climat est masqué par la pandémie Covid-19, la menace de perte de biodiversité, l'exploitation sans ménagement des écosystèmes, les guerres civiles, les flux migratoires et les répercussions mondiales inattendues de la guerre en Ukraine. Parallèlement, une science hautement technicisée et spécialisée s'est développée et se fragmente de plus en plus en domaines disciplinaires de plus en plus petits. Or, une discipline spécialisée n'est pas en mesure, à elle seule, de comprendre les processus socio-écologiques complexes. Nous sommes confrontés à une crise morale et cognitive. Le progrès moral et le progrès technico-scientifique semblent découplés.

Les solutions technologiques ne suffisent pas si nous ne savons pas ce que nous voulons vraiment et ce que nous considérons comme raisonnable. Nous ne pouvons pas faire autrement que d'évaluer la réalité pour en tirer des pistes vers un avenir durable pour nous et nos enfants. La philosophe française Corine Pelluchon propose des «nouvelles Lumières» (Allemand « neue Aufklärung »). Celles-ci consistent en un réalisme éthique qui soit le plus général possible et qui se réfère à l'Homme dans son environnement. Selon le philosophe allemand Markus Gabriel, les nouvelles Lumières s'opposent à une croyance unilatérale en la science sans rejeter ses acquis. Elles exigent une collaboration transdisciplinaire et trans-sectorielle renforcée. Les sciences humaines et sociales doivent collaborer beaucoup plus avec les sciences naturelles et techniques et développer une nouvelle vision de l'être humain en collaboration avec les acteurs sociaux de la politique, de l'économie et de la société civile. One Health, la valeur ajoutée d'une collaboration plus étroite entre la médecine humaine et vétérinaire et d'autres sciences, notamment les sciences humaines et sociales, est un exemple du potentiel des nouvelles Lumières. La santé des hommes, des animaux et des plantes est considérée comme un bien public dans l'esprit de la nouvelle économie institutionnelle d'Elinor Ostrom. Une coopération transdisciplinaire entre la société et la science montre comment la tragédie imminente des biens communs, la destruction de nos bases vitales (Tragedy of the commons, Hardin) peut être évitée par une nouvelle éthique de la responsabilité commune. Un premier exemple montre comment une coopération et une coordination étroites entre les États africains permettent d'éradiquer la rage et de réaliser d'importants gains en capital humain sans nuire à l'environnement. Des scénarios analogues peuvent être développés pour la réduction de l'utilisation d'antibiotiques et de pesticides et donc pour la promotion de la biodiversité. Les nouvelles Lumières montrent comment les exigences écologiques, sociales, économiques et éthiques de la durabilité peuvent être abordées par une collaboration plus étroite entre les différentes sciences et la société. Elles correspondent ainsi largement aux objectifs de la planification pluriannuelle de l'association suisse des académies des sciences (a+) 2025-2028.

*Jakob Zinsstag est vétérinaire spécialisé dans la santé des animaux tropicaux et professeur titulaire d'épidémiologie. Il a passé huit ans en Afrique occidentale, au centre international de trypanotolérance, en Gambie, et quatre ans en tant que directeur du Centre suisse de recherches scientifiques de Côte d'Ivoire. Depuis 1998, il dirige un groupe de recherche sur la santé humaine et animale au Swiss tropical and public health institute (TPH). Depuis 2011, il est directeur adjoint du département d'épidémiologie et de santé publique du Swiss TPH. Ses travaux de recherche portent principalement sur la lutte contre les zoonoses dans les pays en développement et les soins de santé de pasteurs mobiles moyennant l'application d'une approche « One-Health ». Ancien président de l'International Association for Ecology and Health et du Conseil scientifique du réseau transdisciplinaire des Académies suisses des sciences. Il est éditeur de la plateforme CABI One Health resources <https://www.cabi.org/products-and-services/one-health-resources-cabi/>*

## **Bilan du congrès :**

### **Comment nous parlons des crises et essayons de les surmonter**

Thomas Häusler, journaliste scientifique

*Thomas Häusler a étudié la biochimie et a travaillé plus de 20 ans comme journaliste scientifique. Ses thèmes de prédilection : le climat, les questions de développement, la biodiversité et l'environnement. Jusqu'en avril 2022, il a dirigé l'équipe scientifique de la radio SRF. Depuis juillet 2022 il travaille comme chef de projet Climat et énergie au WWF Suisse.*